L

SIR

I

« J'ai été très he
banquet offert à S
car je voulais, apr
mes amis de la pro
hommage encore
vient de recevoir d
plus grand honneu
féré un Canadien
nouveau témoigna
à l'homme politi
fidèle et qui n'a
fidélité,comme tou
me lui,n'ont jamai
conservatrice en
celle de l'Anglete

De tous les hom
partiennent pas
John est celui q
Bas-Canada. Mép
George Brown so
ceque tout en sau
sa province il vo
il s'est montré au
fenseurs de notr
qui complotaient
Si nous devon
sance pour Sir Jo
dire que lui, de
d'un pareil senti
t-il jamais vu à s
les que ceux du I
n'a-t-elle pas rés
à toutes les vici
soutenait Sir Joh
sait, si ce n'est la
le dis hautement
tra avec moi ; m
et son inconte
la province de
pas ici ce soir
travaux et d
recevant les hom
de cette vaste
avec bonheur l
distingués du c
libérales de Qué
nant à toutes l
nationalités.

Divisé de no
nalité et les int
John a trouvé s
pes conservateu
s'entendre avec
parfaite ; nous l
dans tout le pro

LE BANQUET DONNÉ

A

SIR JOHN A. MACDONALD,

A Québec, le 15 Octobre 1879.

Discours de l'Hon. M. Chapleau.

« J'ai été très heureux de me rendre au banquet offert à Sir John A. MacDonald, car je voulais, après tant d'autres et avec mes amis de la province de Québec, rendre hommage encore une fois à l'homme qui vient de recevoir de Notre Souveraine, le plus grand honneur qui ait jamais été conféré un Canadien ; je voulais donner un nouveau témoignage de mon attachement à l'homme politique qui nous a été si fidèle et qui n'a jamais eu à regretter sa fidélité,comme tous ceux d'ailleurs,qui,comme lui,n'ont jamais failli à la grande cause conservatrice en Canada, cause qui est celle de l'Angleterre en Amérique.

De tous les hommes politiques qui n'appartiennent pas à notre nationalité, Sir John est celui qui a le plus mérité du Bas-Canada. Méprisant les préjugés que George Brown soulevait contre nous, parceque tout en sauvegardant les intérêts de sa province il voulait nous rendre justice, il s'est montré aux premiers rangs des défenseurs de notre race, combattant ceux qui complotaient son anéantissement.

Si nous devons avoir de la reconnaissance pour Sir John, la justice me force de dire que lui, de son côté, doit être animé d'un pareil sentiment à notre égard. A-t-il jamais vu à ses côtés d'alliés plus fidèles que ceux du Bas-Canada ? Cette fidélité n'a-t-elle pas résisté à toutes les attaques, à toutes les vicissitudes politiques ? Qui soutenait Sir John lorsqu'Ontario le trahissait, si ce n'est la province de Québec ? Je le dis hautement, et Sir John le reconnaîtra avec moi ; malgré son immense talent et son incontestable supériorité, sans la province de Québec, il ne serait pas ici ce soir, sur le théâtre de ses travaux et de ses services passés, recevant les hommages et les félicitations de cette vaste assemblée ou je reconnais avec bonheur les représentants les plus distingués du commerce, des professions libérales de Québec, représentants appartenant à toutes les croyances, à toutes les nationalités.

Divisé de nous par la religion, la nationalité et les intérêts de sa province, Sir John a trouvé sur la base large des principes conservateurs un terrain où il a pu s'entendre avec nous. Cette entente a été parfaite ; nous l'avons approuvé à Ottawa dans tout le programme politique que son génie a dicté depuis douze années. Lorsque Sir George Etienne Cartier concevait le projet de faire passer l'Intercolonial à travers les comtés du bas du fleuve, Sir John s'entendait avec lui et avec nous pour doter notre province de cette splendide voie ferrée, premier chaînon de notre route transcontinentale ; lorsque la calomnie essayait de l'écraser dans les mauvais jour du Pacifique, nous le soutenions et s'il a tombé à cette époque,ce n'est pas parceque ses amis du Bas-Canada lui ont fait défaut. Il s'est bientôt relevé, car comme un grand homme l'a dit : « La calomnie est une arme bien forte,mais il y a quelque chose de plus fort : la vérité." C'est elle qui a remis Sir John à sa place, c'est-à-dire audessus de tous les hommes politiques de la Confédération. De même que nous l'approuvions à Ottawa, de même il nous approuvait à Québec. Notre politique, notre ligne de conduite eut été la sienne s'il avait été à notre place. Cette unité de vue s'est manifestée d'une façon bien éclatante dans nos difficultés constitutionnelles. Le gouvernement responsable a été attaqué à sa base ; le parti conservateur l'a défendu, et Sir John nous a aidé à empêcher de s'établir un précédent dangereux et pour les institutions représentatives et pour notre autonomie. Cette entente, si désirable, elle a existé et existe encore et c'est ce qui fait notre force à tous.

Nous avons été fidèle à Sir John dans la mauvaise comme dans la bonne fortune ; et c'est lorsque les revers éclaircissaient d'autre part les rangs autour de lui que nous lui avons donné le plus de preuves d'attachement. Cette fidélité que nous lui avons témoignée,les Canadiens-Français l'ont accordée à tous ceux qui leur ont rendu justicé. C'est ce que nous trouvons écrit à chaque page de notre histoirs.

Après la conquête de la Nouvelle-France les Canadiens, livrés à leurs propres ressources, abandonnés par la partie la plus riche et la plus éclairée de leurs compatriotes français, ne désespérèrent pas de l'avenir. Ils comprirent de suite que la nation qui avait pris un siècle et dépensé des milliards pour conquérir le Canada ne laisserait pas facilement ce trésor lui échapper. « Ils exposèrent, dit notre historien national, au nouveau gouvernement leurs vœux en réclamant les droits qui leur avaient été garantis par les les traités ; ils

représentèrent avec un admirable tact que la différence même qui existait entre leur langue et leur religion et celles des colonies voisines, les attacherait plutôt à la cause métropolitaine qu'a la cause coloniale : ils avaient deviné la révolution américaine." Aussi, en 1774, l'Angleterre, sous l'empire d'idées aussi larges que conservatrices, se décidait à faire briller à nos yeux les premières lueurs de la liberté ; elle décréta que les Canadiens d'origine française ne devaient pas être inquiétés le moins du monde dans la jouissance de leurs droits, de leur religion et de leurs privilèges, tel que cela leur avait été assuré par des actes du parlement britannique. La langue, les lois et la religion des Canadiens furent conservées par l'Anleterre dans le temps même où il aurait été comparativent facile pour elle d'abolir les unes et les autres, puisqu'elle possédait alors la moitié de toute l'Amérique. Il suffit de ce simple acte de justice pour lui rallier tous les Canadiens-Français. Lorsque les autres colonies anglaises se soulevaient, les Canadiens reconnaissants, se groupaient autour du drapeau anglais et lui faisaient un remparts de leur poitrine L'ennemi les conjurait de se joindre à lui pour venger l'humiliation de la conquête, pour former un grand pays, pour prendre place au rang des nations indépendantes. La tentation était grande, d autant plus qu'à côté de l'étendard américain, flottait le drapeau de ceux qui étaient naguère leurs frères et leurs compagnons d'armes.

Mais l'Angleterre avait donné la Constitution de 1774 et les Canadieus lui restèrent fidèles. Nous avons le droit de dire que dans une grande mesure, ce sont nos ancêtres qui ont sauvé la colonie du Canada. Si la Grande-Bretagne est fière aujourd'hui de sa grande et belle colonie du Canada, si l'Empire Britannique est si fermement établi en Amérique, elle nous le doit à nous Canadiens. Après les mauvais jours de 1837, vint l'union du Canada ; ce n'était pas la justice entière, loin de là, mais on entrevoyait de meilleurs jours et les Canadiens l'acceptèrent, restant fidèles à l'Angleterre.

Nous, du parti cousérvateur, nous avons le droit de nous réclamer de ces Canadiens qui, en 1775 et en 1812, sauvèrent le pouvoir anglais en Amérique ; nous sommes les héritiers et les fils des Canadiens de ce temps ; nous seuls avons conservé leur tradition d'honneur et de fidélité à notre souveraine et à nos institutions. Le parti libéral ou radical ne remonte qu'à 1848 ; il se réclame des révolutionnaires français ; il peut bien à l'occasion se servir de la monarchie pour arriver, mais il n'a pas les idées monarchiques. Il a renié les traditions nationales.

Jamais ce parti libéral et radical n'a eu une idée fixé ; nous l'avons vu sans cesse louvoyer d'un expédient à un autre. Depuis trente ans, il a lancé dans le public une douzaine de programmes dont les plus célèbres sont ceux de 1848, de 1854 et de 1872. Le premier était révolutionnaire et annexionniste ; le second était radical et anti-religieux, et le troisième purement hypocrite. Ce dernier a vu le jour en 1872, dans cette même salle où nous nous trouvons réunis ce soir. C'est ici même de l'endroit où nous parlons, que les libéraux qui font aujourd'hui de si belles avances aux protestants, sollicitaient et quémandaient l'alliance du clergé. C'est d'ici qu'un des collègues du Premier Ministre, M. Mercier disait au clergé catholique :

" Le clergé nous observe avec une atten- " tion pleine de réserve, mais non dépour- " vue de bienveillance. Faisons disparai- " tre cette réserve qui indique de la crainte " et augmentons cette bienveillance qui " nous garantit le succès par une conduite " digne et sage. Rassurons le clergé en lui " donnant un gage non-équivoque de la " sincérité qui nous anime, et prouvons-lui " que les mots sacrés de RELIGION et de PA- " TRIE se confondent dans notre pensée et " que nous ne sommes pas plus insensibles " à l'intérêt de l'une qu'à l'avenir de l'au- " tre.

" Notre clergé est national par ses glo- " rieuses traditions comme par ses aspira- " tions patriotiques ; du jour qu'il aura " acquis la conviction que nous travaillons " sincèrement à la prospérité du pays, et " que notre cause est celle de la religion " et de la patrie, *il nous tendra une main amie* et appuiera de son immense influence les grands intérêts que nous cherchons à faire triompher."

Ces paroles paraissent étranges quand on les compare avec le discours de l'Hon. Solliciteur Général sur la question de l'Instruction publique pendant cette session ; mais qu'importe à ces Messieurs, pour eux la hâblerie passe avant les convictions.

Bien audacieux seraient ceux qui compteraient sur un pareil parti ; car lorsqu'on faillit aux siens, on est sûr de faire faux bond à ceux qui ne sont que des alliés. C'est après avoir failli aux traditions nationales que le parti libéral a failli à son allegéance à l'Angleterre et qu'il s'est fait annexioniste. Après avoir été hostile aux Anglais dans ce pays, il est devenu tout-à-coup rampant devant eux, et il leur a témoigné une déférence qui allait et va encore à la bassesse, car les libéraux pour acquérir l'alliance des Anglais dans notre province, se sont montrés disposés à sacrifier aux préjugés religieux la plupart de nos institutions.

Il faut parler franc et net en politique ; au moins c'est ainsi que je l'entends ; j'aime à jouer carte sur table. C'est pourquoi puisque nous sommes sur ce sujet, je veux dire toute ma pensée. On a dit que nous n'étions plus de la politique de Sir Georges Etienne Cartier, que nous avions ruiné ses traditions. C'est une calomnie ; s'il y a un homme qui s'honore d'avoir été l'ami et le disciple de Cartier, c'est moi qui vous parle comme chef de l'opposition dans le Bas-Canada. Elevé à son école, ayant fait toutes les campagnes politiques de 1859 à 1872, sous sa direction, j'ai toujours défendu sa politique et j'ai calqué mon programme sur le sien. Les idées qu'il professait en matière de gouvernement ; ses idées sur la manière de traiter nos concitoyens d'une autre origine sont les miennes, et sur ce point plus que sur tout autre, j'entends le suivre. Depuis le commencement de ma carrière active dans la politique, c'est à dire, depuis 1867, je n'ai jamais fait un seul acte ni dit une seule parole qui puisse me faire soupçonner d'un changement d'idées en cette délicate question.

C'est donc avec la plus profonde indignation que j'ai vu pendant ces derniers temps, des libéraux insinuer que mes amis et moi nous nous laissions influencer par des préjugés de religion. Un homme a dit à Montréal, que la raison de notre hostilité à M. Joly était sa religion. Lorsque cet homme disait cela, il savait qu'il disait une fausseté devant tout le pays. L'homme (M. Letellier) qui a dit cela a plus compromis l'harmonie des races dans la Province avec ce seul mot, que George Brown ne l'a fait en s'efforçant, pendant vingt ans, de créer des antipathies de race et de religion.

Le pouvoir politique—donné d'une manière inconstitutionnelle—est tombé entre les mains de l'Hon. M. Joly par la raison toute naturelle qu'il était le chef de l'opposition dans le temps.

Nous sommes hostile à M. Joly parce que les idées qu'il représente ne sont pas les nôtres ; parce qu'il détient un pouvoir volé ; parce qu'il nous conduit à la ruine ; parce qu'il s'est soutenu au pouvoir par l'achat des consciences et la corruption ; parce qu'il se laisse exploiter par des factieux et des ambitieux pendant que la province demande la paix et le désintéressement. La religion qu'il professe n'est pour rien dans notre hostilité à son gouvernement. De la religion comme influence politique, il n'y en a jamais moins eu que dans le temps actuel dans nos rangs, et si l'on a fait appel aux passions religieuses, je viens de le dire, c'est dans un autre camp. Dirai-je toute ma pensée, messieurs ? Oui, puisqu'il le faut, je dirai donc que grâce au préjugé que les libéraux ont malheureusement soulevé, la seule et unique raison de l'amitié d'une foule de personnes, d'ailleurs bien pensantes, pour M. Joly, c'est la croyance religieuse. En toute autre chose il ne représente pas leurs idées, et ceux qui l'entourent et le conduisent les représentent encore moins. Encore une fois celui qui nous a accusé de faire de la politique aggressive contre la croyance protestante a menti devant son pays. Je sais qu'on m'a prêté ces sentiments dans le but évident d'influencer contre moi la partie anglaise et protestante de notre population. Je tiens à dire que je suis trop son ami pour croire qu'elle pourrait penser que moi, héritier des doctrines, des traditions de Sir John A. MacDonald et de Sir Georges Cartier, je pourrais être l'écho d'un tel sentiment.

Je veux avant tout que l'on conserve l'harmonie entre les différentes races et croyances existantes dans la Province de Québec. Je ne parle pas pour moi, je parle pour mon parti et je dis qu'il n'y a qu'un seul parti—c'est le parti conservateur, toujours libéral dans le sens droit du mot qui puisse établir une harmonie parfaite entre les différentes races et les différentes religions dans la Province de Québec. Qu'avons-nous fait, nous le parti conservateur dans la province de Québec depuis 1867 ? Messieurs, je puis regarder notre passé avec orgueil, car j'y vois toujours une œuvre large, empreinte de l'esprit le plus libéral. Nous avons organisé l'instruction publique de façon à contenter protestants et catholiques ; les uns et les autres sont parfaitement libres et dirigent l'éducation comme ils l'entendent, en dehors des passions et des exigences de la politique. Nous avons subventionné toutes les lignes de chemins de fer de la province — près d'une dizaine — et lorsque notre réseau de voies ferrées sera complété, nous pourrons dire : « voilà notre œuvre," réalisant par là la parole de Cartier, lorsqu'il construisait le Grand-Tronc. Nous avons en outre donné au pays la splendide voie provinciale du chemin de fer du Nord, que les libéraux ont tour à tour combattu et approuvé, et que M. Joly, avec sa naïveté enfantine, croit avoir construit parce qu'il nous a donné le *loop line* et l'embranchement de St. Martin. Nous avons fait un appel à l'émigration étrangère, nous imposant, pour l'attirer vers nous, de grands sacrifices ; elle n'a pas répondu à cet appel ; ce n'est pas notre faute, mais nous avons mieux réussi avec nos compatriotes émigrés aux Etats-Unis, dont un grand nombre sont revenus se fixer dans les nouveaux établissements.

Où est l'œuvre des libéraux ? Qu'on nous la montre ! Arrivé au pouvoir par la fraude, ils ont cherché à s'y maintenir par la corruption et l'achat des consciences. D'œuvre utile, de mesures généreuses qui poussent un pays en avant, ils n'en n'ont point. Mais ils ont cherché à dépraver l'opinion publique en lui prêchant qu'on ne doit pas prendre les moyens de faire face à ses obligations. Pour appliquer ce beau principe et ne pas revenir sur leur parole, ils ont attaqué le capital, fait des dépenses énormes sans l'autorisation de la législature, et contracté des emprunts considérables comptant bien que le peuple ne verrait pas l'augmentation de nos dépenses d'intérêts.

Les libéraux, calomniant les Anglais; insultant à leur loyauté, ont insinué quelque part qu'avant longtemps, tout l'élément britannique se soulèverait contre nous qui sommes les représentants du vrai peuple de Québec. Ce sont là de vaines menaces qui n'effraient personne. J'ai trop confiance en nos amis pour attacher de l'importance à cette vantardise libérale. Nos concitoyens d'autre origine se sont trouvés trop bien de notre alliance pour en vouloir une autre ; notre fidélité ne leur a jamais paru suspecte, car elle prenait sa source dans des motifs élevés et des convictions inébranlables.

Dans d'autres temps, on a médité notre anéantissement. Cela n'a pas réussi. Si nous sommes le parti de la fidélité, nous sommes aussi le parti de la résistance et de la force, parce que cette force nous la puisons dans le sein du peuple de la province de Québec, éminemment conservateur. Ce serait une rude entreprise de faire disparaitre une nationalité comme la nôtre ; on n'a pu y réussir lorsque nous étions comparativement faibles ; et ce n'est pas aujourd'hui que nous avons de la force, que l'on nous trouverait disposés à fléchir et à courber la tête.

On n'abolit pas une nationalité ; et un grand écrivain a dit : "La nationalité, ce n'est pas un fruit artificiel, c'est un don de Dieu...... et lorsqu'il a été reçu on doit le conserver religieusement." C'est ce qu'a fait la province dè Québec. Nous Canadiens, nous sommes comme ces plantes marines qu'on ne peut noyer ; l'eau a beau monter, elles arrivent toujours à la surface. A ceux qui s'efforcent de soulever des préjugés de nationalité et de religion pour tâcher de créer un état de chose impossible, je dirai : la confédération a été faite pour harmoniser les races, les croyances, les intérêts des différentes provinces ; cette œuvre doit s'accomplir tranquillement, naturellement, sans violence. Malheur aux hommes qui voudraient briser ce mouvement si savamment combiné !

C'est sur cette base large de notre politique, tracée par les pères de la Confédération, que je veux me poser avec mes amis. Elle est assez large pour donner place àceux qui ont été nos alliés depuis trente ans et qui n'ont jamais eu à se plaindre de notre alliance.

M. Joly a dit, dans un de ses discours qu'il ne voulait pas de coalition. C'est un refus qui n'a pas dû lui coûter grand peine, car ni mes amis, ni moi ne lui avons jamais parlé de coalition. Mais ce que j'ai dit un jour et ce que je répète ce soir, c'est que je désire une alliance de certains hommes que les circonstances plus que les divergences d'idées ont tenus divisés jusqu'à ce jour, lesquels se concerteraient pour former un gouvernement fort et cela dans l'intérêt de la province. C'est ce que, du reste, plusieurs des amis de M. Joly et surtout MM. Flynn et Racicot ont aussi exprimé. Cette union qui ne serait pas celle des partis n'impliquerait le sacrifice d'aucun principe, car nous ne pouvons pas naturellement abandonner n seul de nos principes, ou dans le but uobtenir ou de garder le pouvoir, et le patriotisme qui commanderait cette entente, ne saurait exposer qui que ce soit à un sacrifice le moindrement pénible. Les hommes de bonne volonté se rencontreraient sur un terrain commun pour sauver à la fois les principes et la patrie, à l'encontre de cet axiome de l'école avancée : "Périsse la patrie plutôt qu'un principe."

On a beaucoup parlé de l'abolition du Conseil Législatif. Je dois avouer ici que je le crois encore necessaire. Du reste, je ne saurais être pour son abolition tant que la minorité anglaise n'aura pas formellement déclaré son adhésion à cette abolition, car elle trouve dans ce corps une garantie contre tout emportement passager de la majorité, si pareil accident—ce que je ne crois pas—pouvait se produire. Si je ne veux pas l'abolition du Conseil, je désire cependant qu'on en diminue les dépenses et cela devra certainement arriver avant longtemps.

Je n'ai pas, non plus d'objection à en changer la composition pour l'avenir de manière à le rendre électif en tout ou en partie, lorsque nous pourrons avoir sur cette question la calme manifestation de l'opinion publique.

Après avoir de nouveau repoussé avec force les insinuations dirigées par les libéraux contre les conservateurs, dans le but d'exploiter les préjugés religieux des protestants, après avoir conjuré ceux-ci de juger de notre présent parceque nous avons fait dans le passé. M Chapleau termine son discours au milieu des applaudissements de toute l'assistance.

-
-
s.
x
t
e

rs
n
e,
is
n
je
es
r-
ce
r-
ns
du
ır-
x-
as
ce
as
os
de
ui
x-
le
de
un
les
cet
la

du
ici
ste,
tant
nel-
cette
ce
orte-
ac-
pou-
pas
dant
de-
mps.
à en
ir de
ou en
r sur
on de

avec
libé-
e but
s pro-
de ju-
avons
rmine
disse-